

REPUBLICQUE TOGOLAISE



APPELER LE 111



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

26 novembre 2021

COUR DE JUSTICE DE LA CEDEAO:

LA CONFERENCE INTERNATIONALE DEBOUCHE SUR DES RECOMMANDATIONS

Lomé, 26 nov. (ATOP) – La conférence internationale marquant les 20 ans d'activités de la Cour de justice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) organisée, du 22 au 25 novembre à Lomé, sous le thème « *Vingt ans de la Cour de justice de la CEDEAO : Réalisations, défis et perspectives* », a pris fin avec des recommandations pour redorer le blason de cette juridiction communautaire.



Des panélistes de la dernière journée



Vue partielle des participants

Le 20 janvier 2001, les juges pionniers de la Cour de justice de la CEDEAO prêtaient serment. Il y a ainsi un peu plus de vingt ans que l'institution judiciaire communautaire a démarré ses activités dont l'un des aspects le plus saillants concerne sa compétence en matière des droits de l'Homme. Les assises de Lomé ont permis de mesurer le chemin parcouru, de tirer les leçons des réalisations, de mesurer les défis et de faire des recommandations pour améliorer la qualité du travail abattu.

Durant les quatre jours de travaux, diverses personnalités du monde de la justice, notamment des magistrats de haut niveau, des universitaires, avocats et autres juristes

ont planché sur sept sous thèmes. Il s'agit de « *Réalisations, défis et perspectives ; la cour de justice de la CEDEAO : un tribunal communautaire ou un tribunal des droits de l'homme ; relation entre la cour de justice de la CEDEAO et les juridictions nationales des Etats membres ou encore stratégies pour renforcer l'efficacité de la cour* ». D'autres thèmes comme « *Exécution des arrêts de la cour de justice de la CEDEAO ; régime des droits de l'homme de la CEDEAO : la protection des droits de l'homme en tant que valeur fondamentale de la communauté et recours et réparations* » ont également fait objet de discussions.

La cérémonie d'ouverture a été présidée, au nom du chef de l'Etat, par le Garde des sceaux, ministre de la Justice, Pius Kokouvi Agbétomey. C'était en présence des présidents de la Cour, de la Commission et du parlement de la CEDEAO, des présidents des Cours suprêmes des pays membres, des représentants des Institutions nationales et internationales et des diplomates.

Les recommandations

Vingt-trois recommandations ont été adoptées dont les plus essentielles sont d'instaurer un dialogue entre la Cour et les Etats pour aboutir à l'exécution des décisions de la Cour pour la rendre plus efficace et porter le nombre de juges de cinq actuellement à onze pour que la Cour puisse constituer les panels qu'il faut pour fonctionner. Il est recommandé aussi que le mandat des juges qui est de 4 ans non renouvelable soit désormais de 5 ans renouvelable ou de 6 à 9 ans non renouvelable pour permettre à ces derniers d'avoir beaucoup d'expériences pour asseoir une juridiction respectée afin de rendre des décisions non contestées. Une autre recommandation veut que la Cour de la CEDEAO instaure un dialogue bilatéral avec les juridictions nationales de ses Etats pour échanger sur les droits communautaires afin de fluidifier son application. Il est recommandé également que la Cour instaure un dialogue judiciaire avec les autres Cours internationales.

La cérémonie de clôture

La cérémonie de clôture a été présidée par le président de la Cour de justice de la CEDEAO, Edward Asante. Elle a connu la présence du président de la Cour suprême du Togo, Abdoulaye Yaya et de ses homologues de la sous-région et de diverses personnalités qui ont fait le déplacement de Lomé. M. Asante a témoigné sa gratitude au chef de l'Etat du Togo, Faure Gnassingbé pour son engagement et ses actions en faveur de la communauté et particulièrement de la Cour de justice.

Pour le président de la Cour, l'institution judiciaire communautaire malgré les difficultés, a été en mesure de façonner un mécanisme pour la promotion des droits humains et continue de s'efforcer pour relever les défis et envisager des perspectives pour redorer le blason de la Cour et donner satisfaction aux citoyens de la communauté. Il a appelé à promouvoir la coopération entre la Cour et les juridictions nationales et les Etats membres pour remplir leur engagement vis-à-vis de la CEDEAO.

Une motion de remerciement aux autorités et au peuple togolais pour l'hospitalité réservée aux différentes délégations a été présentée par le vice-président de la Cour, le juge Gben-bé Ouattara. Il a également témoigné sa reconnaissance aux panélistes, aux responsables des juridictions nationales des pays membres et participants pour la qualité des présentations et des analyses. ATOP/TF/OAF



M. Asante (2^e à gauche) prononçant le discours de clôture

ECHOS DE LA CAPITALE

CONTRIBUTION DES TOGOLAIS DE L'EXTERIEUR AU DEVELOPPEMENT DU PAYS: UNE MAISON DE LA DIASPORA TOGOLAISE INAUGUREE A LOME

Lomé, 26 nov. (ATOP) – Le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et des Togolais de l'Extérieur, Prof. Robert Dussey a inauguré, la Maison de la diaspora togolaise, siège du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur (HCTE), le jeudi 25 novembre à Lomé.

La Maison de la diaspora togolaise est l'une des recommandations des assises nationales initiées par le gouvernement en 2014. L'objectif est d'associer les Togolais de l'extérieur au développement du Togo puis renforcer leurs contributions.

Ce joyau sera le lieu de coordination des projets de la diaspora, un laboratoire d'expertises et un pôle d'excellence des actions du HCTE. Il abrite un Guichet diaspora et un data center équipé des serveurs permettant de collecter des données sur les togolais de l'extérieur et de disposer à tout moment des meilleures informations sur la diaspora togolaise.

Le ministre Dussey a indiqué que la création du HCTE répond à l'impératif de donner au gouvernement un interlocuteur à la fois représentatif et fédérateur de la diaspora dans sa diversité. « *Le Guichet diaspora vise à répondre aux attentes et exigences de la diaspora et d'accompagner techniquement les porteurs de projets à caractère économique ou social. Il est aussi une plateforme d'assistance administrative pour répondre aux besoins des Togolais de l'Extérieur* », a-t-il souligné.



La Maison de la Diaspora vue de face

pour le rayonnement de notre pays en collaboration avec les missions diplomatiques et consulaires togolaises.

Selon le coordonnateur du Guichet diaspora, Safiou Radji les Togolais de l'extérieur investissent déjà beaucoup dans le pays à travers des microprojets, des transferts



Les officiels visitant le Data center, ministre Dussey, 3è à gauche

Le président du HCTE, Atitso Kodzovi a salué la détermination du ministre Dussey de mobiliser la diaspora togolaise au service du développement. Pour lui, la construction de cette maison revêt une importance particulière et porte en lui-même le symbole de l'unité du pays. M. Atitso a enfin rassuré que le HCTE et l'ensemble des organisations de la diaspora togolaise de par le monde, poursuivront leurs missions patriotiques de défense et de protection des intérêts des Togolais de l'extérieur, de canalisation des investissements adéquats et de promotion

financiers et matériels au profit de leurs familles restées sur place. « *Mais pour plus d'impact social et économique, ces ressources doivent être mobilisées et canalisées vers le financement des projets de grandes envergures déclinés par le gouvernement togolais dans le PND et la feuille de route gouvernementale* », a-t-il précisé. M. Radji a promis que l'équipe du Guichet diaspora va continuer, au vue du volume de sollicitations et des résultats déjà obtenus avec l'ensemble du circuit technique et administratif, à œuvrer au rapprochement des Togolais de l'extérieur du gouvernement en vue d'une collaboration fructueuse pour le développement du Togo.

Une visite guidée des locaux a mis fin à la cérémonie. La Maison de la diaspora togolaise est logée dans l'ancien immeuble de la DOSI (immeuble de l'ex OPAT) en face de l'Hôtel 2 Février à Lomé. ATOP/TGB/OAF

 « LES RENCONTRES AFRICA »

**LA MINISTRE ROSE MIVENDOR A LANCE LA 5^E EDITION
 DE CE FORUM A LOME**

Lomé, 26 nov. (ATOP) - La ministre de la Promotion de l'Investissement, Mme Rose Kayi Mivedor a lancé lors d'une conférence de presse, le jeudi 25 novembre à Lomé, la 5^{ème} édition du forum « Les Rencontres Africa » prévue du 30 novembre au 2 décembre prochains à Lomé.



Madame le ministre Mivedor s'adressant...



...à l'assistance

L'objectif de la rencontre est d'annoncer la tenue effective de l'évènement aux journalistes. Il s'agit aussi d'amener ces derniers à publier et diffuser davantage des informations sur l'importance de ce forum afin de susciter une participation massive des entreprises togolaises.

Ce forum économique entre des entreprises européennes en majorité des PME/PMI françaises et des entreprises togolaises, se situe dans le cadre de la promotion des relations économiques entre les entreprises françaises et africaines. Il est placé sous le thème « *La relance économique en Afrique est-elle l'affaire des entreprises ?* ». Il permettra de créer des moments et des lieux de rencontre entre les hommes d'affaires du secteur privé international et national au Togo ; de parler des opportunités d'affaires, de mettre en exergue les succès du Togo en matière d'amélioration du climat des affaires, de dispositif d'attraction et d'accompagnement des investisseurs.

Les thématiques qui seront développées au cours du forum porteront sur : l'agriculture, l'énergie, la santé, la logistique, les finances et le digital. L'édition 2021 intègre plusieurs activités telles que les conférences, rencontres (organisées entre PME, décideurs), des réunions de matching et un concours de projets. Il est attendu en

présentiel une centaine d'entreprises européennes et 200 entreprises (PME/PMI et grandes entreprises) togolaises et en digital environ 500 entreprises.

Au cours de cet évènement, il sera alloué un prix « NeoFarming » dans le secteur de l'agro-industrie. Une opportunité sera également offerte à 30 porteurs de projets issus de la sélection des projets du Forum UE-Togo de les présenter à un parterre d'hommes d'affaires pour des opportunités de partenariat sous diverses formes (joint-venture, prise de participation). Au terme de ce forum il est envisagé la concrétisation des décisions d'investissements au Togo pour certaines des entreprises présentes.

Pour la ministre Mivedor le forum « Rencontres Africa » est une manifestation professionnelle qui va rassembler des décideurs français et des acteurs du secteur privé togolais. A l'entendre, ce forum est une grande occasion pour le secteur privé togolais de rencontrer celui de la France. Elle a dit espérer au sortir de cette réunion des annonces de protocole d'accord et des signatures de conventions de partenariats.

Le commissaire général du forum, Marc Hoffmeister a relevé l'importance de ces assises. Il a exhorté toutes les entreprises togolaises qui cherchent du financement à s'inscrire *sur le site* « www.Rencontres africa.com » pour assister à cette rencontre afin d'y tirer profit. ATOP/DA/MG

POUR LA RELANCE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE :
LE RAPPORT DU FMI INSISTE SUR LE RENFORCEMENT DE LA COOPERATION ET
DU DIALOGUE FACE AU COVID-19

Lomé, 26 nov. (ATOP) – Le ministère de l'Economie et des Finances a lancé l'édition d'octobre 2021 du rapport du Fonds Monétaire International (FMI), portant sur les perspectives économiques régionales de l'Afrique subsaharienne, sous le titre « Une planète, deux mondes, trois réalités », le jeudi 25 novembre à Lomé.



M. Kpowbié Tchasso Akaya (milieu) s'adressant...



... aux participants

Ce document composé de 44 pages, interpelle les responsables des différents pays sur la nécessité de renforcer la coopération et le dialogue à l'échelle mondiale pour faire face à la pandémie de Covid-19. La vulgarisation du rapport permettra de mobiliser tous les pays, en particulier ceux de l'Afrique subsaharienne à travailler, en synergie pour lutter contre la pandémie. Il s'agit aussi de s'assurer que tous ces pays disposent de vaccins fiables pour atteindre une immunité collective.

Le représentant résidant du FMI au Togo, Maximilien Kaffo Melou a expliqué que la pandémie à coronavirus a mis un écart économique entre les pays développés et ceux en voie de développement, ce qui laisse voir la planète en deux mondes et trois réalités, notamment l'augmentation des dépenses, des dettes et la diminution des recettes.

Selon le rapport, la croissance de l'Afrique subsaharienne devrait s'établir à 3,7 % en 2021, puis 3,8 % en 2022 ; mais une campagne de vaccination lente, des disparités régionales sur le plan de la résilience et un espace budgétaire plus restreint constituent des défis à relever. Le rapport précise que la reprise économique de ces Etats dépendra de l'évolution de la pandémie mondiale, de la campagne de vaccination en Afrique subsaharienne, de la hausse des prix des denrées alimentaires qui demeure exposés à la perturbation de l'activité mondiale et du marché financier.

Le secrétaire permanent du ministère de l'Economie et des Finances, Kpowbié Tchasso Akaya a remercié le FMI pour les pertinentes conclusions du rapport ainsi que les pistes de solutions pour corriger les insuffisances. Il a promis que le gouvernement togolais mettra en œuvre des réformes structurelles courageuses retenues au titre du futur programme soutenu par la Facilité Elargie du Crédit (FEC). M. Akaya a déclaré que « *ce rapport traduit ce que nous pouvons faire de meilleur afin que toutes les forces vives travaillent en synergie* ». Pour le Togo, a-t-il dit, le gouvernement a adopté un plan de riposte des « 3 R », notamment lutter contre la propagation de la maladie à coronavirus (Riposte sanitaire), maintenir l'activité économique à un niveau acceptable et renforcer le secteur privé (Résilience), puis redynamiser l'économie (Relance économique).
ATOP/GM/KYA

PROMOTION DES DROITS HUMAINS :

DES PARLEMENTAIRES BRIEFES SUR LE MECANISME DE L'EPU

Lomé, 26 nov. (ATOP) - Une session d'information sur le mécanisme de l'Examen périodique universel (EPU) à l'intention des parlementaires s'est déroulée le vendredi 26 novembre à Lomé.

Co-organisée par le **Collectif des associations de lutte contre l'impunité au Togo (CACIT)** et la *Commission nationale des droits de l'homme (CNDH)*, cette formation a bénéficié de l'appui technique et financier de l'ONG internationale *Universal Periodic Review (UPR Info)*. Elle s'inscrit dans le cadre de la préparation du 3^{ème} cycle de l'EPU où le Togo sera examiné en janvier 2022 au cours de la 40^{ème} session du groupe de travail de cet organisme onusien.

Cette séance a permis de « *briefer les parlementaires sur les particularités du mécanisme de l'EPU et de présenter comment ils peuvent y participer* », a expliqué la directrice du programme suivi pays à l'UPR Info, Mme Nargiz Arupova.

Les élus du peuple ont été renseignés sur les objectifs, les modalités de fonctionnement du mécanisme de l'EPU et de ses parties prenantes. Les échanges ont tourné également autour de la complémentarité entre l'EPU et les autres mécanismes onusiens de promotion et de protection des droits de l'Homme. Les parlementaires ont été sensibilisés aussi sur le rôle des parlements dans la promotion et la protection des droits humains en général et dans le mécanisme de l'EPU en particulier. Un aperçu des



Des parlementaires et organisateurs à l'issue de la cérémonie d'ouverture

derniers cycles de l'EPU au Togo, y compris les thèmes abordés et les Etats examinateurs ainsi que les bonnes pratiques telles que l'interaction des parlements avec les autres parties prenantes à l'EPU ont été exposés aux députés.

Le vice-président de la commission des Droits de l'Homme à l'Assemblée nationale, Hounakey Akakpo Kossi a rappelé que depuis 1987, le Togo était l'un des rares pays africains à se doter d'un mécanisme interne de protection et de promotion des droits de l'Homme qu'est la CNDH. « *L'Assemblée nationale jouera toujours sa partition au côté du gouvernement togolais, sous la houlette du président de la République pour la protection et la promotion des droits humains dans notre pays*», a réaffirmé M. Hounakey.



M. Sronvie (au milieu) invite les parlementaires à jouer leur rôle de premier plan dans la promotion des droits de l'homme. « *Les parlements sont bien placés pour veiller à ce que l'exécutif s'acquitte de la responsabilité qui lui incombe au premier chef de mettre en œuvre des recommandations relatives aux droits de l'Homme, et contribuer ainsi à combler les lacunes en la matière, à prévenir les violations des droits de l'Homme et à offrir une meilleure protection à la population, notamment aux groupes vulnérables*», a souligné M. Sronvie. Cette rencontre, dit-il « marque le début d'une coopération exemplaire entre l'Assemblée nationale, la CNDH et les autres parties prenantes pour le mieux-être de nos populations ».

L'EPU, un mécanisme onusien de promotion des droits humains

L'Examen périodique universel (EPU) est un mécanisme central du conseil des droits de l'Homme établi par la résolution [60/251](#) de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée le 15 mars 2006. Il s'agit d'un examen par les pairs qui consiste à passer en revue les réalisations de l'ensemble des Etats membres de l'ONU dans le domaine des droits de l'Homme sur la base d'un traitement égal et d'un processus transparent, inclusif et participatif. En se fondant sur la nature indivisible des droits de l'Homme, le mécanisme de l'EPU offre un rééquilibrage longtemps recherché entre les droits civils et politiques d'une part, et les droits économiques, sociaux et culturels, d'autre part. De plus, de par son caractère cyclique, il encourage les gouvernements à faire des progrès d'un examen à un autre.

A l'issue du 2^{ème} cycle de l'EPU en 2016, 195 recommandations ont été formulées par les Etats membres et observateurs, 167 recommandations ont été acceptées et 28 recommandations ont été notées par le Togo. Le 3^{ème} cycle qui se déroulera en janvier 2022 au cours de la 40^{ème} session du groupe de travail de l'EPU, sera donc l'occasion de faire le bilan de la mise en œuvre des recommandations durant les cinq ans écoulés.

ATOP/AJA/TD

PROMOTION DE LA CULTURE ET DES ARTS :

LES ŒUVRES DE LA COLLECTION « RA' LIMDA » EXPOSEES A LOME

Lomé, 26 nov. (ATOP) -
L'association Art héritage culture en collaboration avec la galerie Anidosse organise, du 22 novembre au 5 décembre à Lomé, un vernissage d'œuvres d'arts de la collection « Ra' Limda ».

« Ra' Limda » est une expression en Kabyè qui signifie « *La source de notre origine, le lieu d'engendrement de nos racines* ». Cette exposition permettra une meilleure visibilité du travail et du parcours artistique de chaque membre exposant du Réseau international des artistes des arts visuels (RIA-AV). Ce sera aussi l'occasion de renforcer les capacités des artistes participants en matière d'enracinement de la mémoire des peuples et de leurs traditions.

Au total 24 œuvres en sculpture de bois et en peinture sur toile réalisées par 9 artistes du Bénin, Ghana et Togo ont été exposées. Les artistes, à travers leurs différentes œuvres, ont « *projeté un voyage initiatique pour livrer des œuvres d'arts proches de la pensée profonde des peuples et donné leur explication sur l'origine du monde* ». Ils ont présenté également « *les sources de la sagesse africaine sous la forme de plusieurs mythes cosmogoniques provenant de différents peuples de l'Afrique subsaharienne* ». Les œuvres d'art de la collection « Ra' Limda » relatent « *la théorie de la création du monde et de l'Homme selon la croyance et la mythologie de certains peuples sélectionnés* ». Ces peuples sont entre autres Ewé, Bambara et Lama.



Mme Belei et certains artistes exposants

Le directeur par intérim du Fonds d'aide à la culture (FAC), Tinaka Kossi Wediabalo a remercié l'association Art héritage culture pour cette belle initiative à l'endroit des jeunes artistes plasticiens. « *Depuis que le FAC est là, nous avons assisté à des projets plus individuels or vous comprenez que plus vous vous regroupez, plus vous présentez des projets riches qui peuvent attirer des investisseurs pour leur réalisation* », a-t-il ajouté.

La présidente de l'association Art héritage culture, Mme Atafèinam Belei épouse Kadagan a déclaré que « *la vie citadine et la scolarisation avaient coupé les artistes de leurs traditions qu'ils ignoraient, et qu'ils n'appréciaient guère tout en étant les héritiers inconscient de leur tradition* ». « *En réfléchissant aux solutions apportées à ce constat, la question fut comment introduire ces artistes à la réflexion artistique et à la philosophie africaine de manière à leur permettre d'intégrer la sagesse traditionnelle, tout en les encourageant à découvrir une sagesse humaine plus large et universelle. Voilà le défi qui se posait à nous non pas à présenter une thématique philosophique liée à la recherche des origines du monde et de l'humanité*



L'artiste Markusspaness (1er à droite) expliquant son œuvre aux invités

à des africains, mais introduire des africains à la cosmogonie de leurs peuples », a-t-elle expliqué.

L'artiste togolais Markusspaness, de son vrai nom Panèssè Bamazi a remercié l'association Art héritage culture et la galerie Anidosse pour cette opportunité à leur endroit qui leur a permis de mettre en œuvre leur travail. Pour lui, « *la parole et les mythes constituent l'ossature de toutes les existences, et fixent de manière continue les expériences accumulées par les générations* ». Rappelons que cette exposition des œuvres d'arts se tient à Lomé, à Onomo hôtel chaque jour de 9 heures à 20 heures. ATOP/DTV/OAF

NOUVELLES DES PREFECTURES

KOZAH/ PROGRAMME DE RESTRUCTURATION ET DE MISE A NIVEAU DE L'INDUSTRIE:

DES RESPONSABLES DES PME/PMI DU SEPTENTRION SENSIBILISES



atop

Photo de famille des autorités et participants

ministère du Commerce, de l'industrie et de la consommation locale en collaboration avec l'Union Economique Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). Elle a pour but de faire connaître aux opérateurs économiques du septentrion le PRMN, de les informer sur les nouvelles orientations de son bureau et de susciter leur adhésion au programme. Il était aussi question de renforcer leurs capacités en gestion comptable afin de relever le niveau de compétitivité de leurs entreprises.

Les participants ont pris connaissance du contenu du programme et les domaines d'action de son bureau avant d'être outillés sur plusieurs modules, notamment, la formalisation d'entreprise, la tenue et la pratique de la comptabilité selon le système minimal de trésorerie ainsi que les attributions et les nouvelles orientations du BRMN.

Le Programme de Restructuration et de Mise à Niveau de l'Industrie (PRMN) a été lancé en 2007 par l'Union Economique Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) dans les huit Etats membres visant à relancer la production industrielle de la sous-région. Il a pour objectif de contribuer à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté à travers la relance de la production industrielle, la promotion de l'investissement, de l'emploi et l'émergence d'industries performantes et solides aux plans régional et international. Le

Kara, 26 nov. (ATOP) – Vingt-cinq responsables des petites et moyennes entreprises (PME/PMI), des unités de production et de transformation des produits des régions Centrale, de la Kara et des Savanes ont été sensibilisés, les 25 et 26 novembre à Kara, sur le Programme de Restructuration et de Mise à Niveau de l'Industrie (PRMN) au cours d'un atelier de formation sur la gestion comptable d'une entreprise.

La rencontre a été initiée par le Bureau de Restructuration et de Mise à Niveau de l'Industrie (BRMN) du

PRMN vient renforcer le tissu industriel sous régional de manière à le rendre apte à évoluer dans un contexte concurrentiel international, à travers un ensemble d'actions visant à améliorer l'efficacité de l'entreprise industrielle. Ce programme constitue l'un des outils phares de l'institution régionale dans l'accompagnement des entreprises pour amorcer le processus d'amélioration de la compétitivité économique.



Le préfet (au milieu) ouvrant les travaux



Les participants à l'atelier

A l'ouverture des travaux, le préfet de la Kozah, Col. Bakali Hèmou Badibawu a exprimé sa gratitude au gouvernement pour les efforts consentis en vue du développement du secteur privé. Il a salué l'initiative qui devra permettre aux participants d'améliorer la gouvernance des entreprises.

La présidente du BRMN, Mme Sagbo Sogodas Irène, a indiqué que les entreprises industrielles de la sous-région ouest-africaine font face à plusieurs contraintes internes et externes qui pénalisent leurs performances. Toutes ces contraintes constituent selon elle, des freins de compétitivité des entreprises qu'il faut corriger afin de leur permettre de participer de façon plus efficiente, à la compétition internationale de plus en plus ardue. « Avec l'arrivée de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf), relever le niveau de compétitivité des entreprises est d'autant plus urgent, voir prioritaire face aux défis de souveraineté et de survie de celles-ci dans ce contexte de mondialisation marqué par la pandémie de la covid-19 », a souligné Mme Sagbo.

ATOP/AEM/EKM

LUTTE CONTRE L'EXTREMISME VIOLENT :

JOURNALISTES ET REPRESENTANTS D'OSC DE LA KARA FORMES

Kara, 26 nov. (ATOP)- Le ministère de la Sécurité et de la protection civile a organisé, les 25 et 26 novembre à Kara, un atelier de formation et de sensibilisation à l'endroit des hommes de médias et des organisations de la société civile de la région de la Kara, sur la prévention et la lutte contre le phénomène de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et au Togo.

Cette formation soutenue par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) vise à amener les professionnels des médias et les organisations de la société civile à maîtriser les enjeux de l'extrémisme violent et les différentes mesures prises par le gouvernement pour mener des actions de prévention et de lutte efficace contre ce phénomène. Il s'agit de créer une synergie entre le Comité Interministériel de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent (CIPLEV) et les participants pour une unité d'actions en vue de prévenir et de lutter efficacement contre l'extrémisme violent au Togo.

Au cours des travaux, les participants ont été outillés sur la genèse et l'évolution de l'extrémisme notamment, le « terrorisme » en Afrique de l'Ouest, ses différents modes opérationnels en matière de stratégies de recrutement, de sources d'approvisionnement et de financement des Groupes d'Extrémisme Violent (GEV) et les attaques qu'ils opèrent en Afrique de l'Ouest. Ils ont également été instruits sur les mesures prises par le gouvernement pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent au Togo notamment la création du CIPLEV en mai 2019.

Le ministre de la Sécurité et de la protection civile, le Gal. Yark Damehane a indiqué que face à la montée croissante de l'extrémisme violent en Afrique, il est urgent de rechercher des moyens efficaces pour lutter contre ce mal. Il a salué la tenue de cette rencontre qui entend impliquer les professionnels des médias et les acteurs de la société civile en vue de mieux relayer les informations réelles au profit des populations.

Le représentant-résident adjoint du PNUD au Togo, Mactar Fall a souligné que les actes d'extrémisme violent qui sont une triste réalité dans les pays ne doivent laisser personne indifférente. Il a affirmé l'engagement du PNUD à lutter contre ce phénomène en élaborant un cadre mondial intitulé « *Prévenir l'extrémisme violent par le développement inclusif et la promotion de la tolérance et le respect de la diversité* ». M. Fall a ajouté que les médias et les organisations de la société civile constituent un lien principal entre les citoyens et leur gouvernement et donc ne peuvent en aucun cas rester en marge de la lutte contre l'extrémisme violent dont le monde fait face.

Le préfet de la Kozah, Col Bakali Hémou Badibawu a témoigné sa gratitude au chef de l'Etat et son gouvernement pour les différents efforts mis à contribution pour la sécurité de la population. Il a invité les participants à s'appropriier les différentes thématiques et à servir de relais pour l'atteinte des résultats.

ATOP/TM/EKM



Les participants

KLOTO/ EXECUTION DU PROJET « COVID-19 ET RESPECT DES DROITS HUMAINS »:

DES LEADERS COMMUNAUTAIRES ONT ECHANGE SUR LA PARTICIPATION CITOYENNE

Kpalimé, 26 nov. (ATOP) - Le Consortium des ONG Santé Environnement Femmes et Développement et Association des Volontaires pour un Environnement Sain (SEFED)/AVES) a échangé le jeudi 25 novembre à Kpalimé, avec des leaders communautaires de la ville de Kpalimé, sur la participation citoyenne à la promotion de la cohésion sociale en cette période de pandémie.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet COVID 19 et le respect des droits humains. Elle a reçu l'appui financier du Civil Society in Development (CISU) et du Youth For Development Denmark (YFDD) qui en assure l'accompagnement technique.

L'objectif est de promouvoir le droit et la santé des populations à la base en cette période de pandémie à travers des actions de sensibilisation communautaire de proximité

et de formation des acteurs locaux. D'autres thématiques comme la non-participation citoyenne au développement, les abus ou violences en période Covid19 ont également été abordées.



Les participants à la rencontre d'échange et de partage sur les violences en période de Covid-19

de recours ou de dénonciation des cas d'abus ou de violence.

Le premier adjoint au maire de Kloto 1, Proper Kwasi Kawdzo-Akpotsui a remercié les responsables du consortium pour cette initiative. Après avoir dressé le tableau des abus et violences au quotidien dans les communautés et surtout à l'égard de la femme, il a invité les participants à mener des actions afin de mettre fin aux violences domestiques en cette période de pandémie.



Une séance de sketch sur la maltraitance en période de covid-19

M. Wottor. Le coordinateur du projet, Agbavito Sélom a indiqué que les pratiques culturelles et communautaires néfastes, les préjugés et stéréotypes, le silence et l'impunité face aux acteurs de violence, les pratiques sociologiques et patriarcales et la pauvreté accentuée par la vie chère en cette période de Covid19 ont conduit inexorablement à une recrudescence des abus et violences de tout genre entraînant à une violation des droits à la santé et à la vie.

M. Agbavito a souligné que par-delà ces abus et suite à cette paupérisation croissante, les populations dans le cadre de la décentralisation participent peu au développement de leurs milieux et parfois dans la violence envers les autorités communales et préfectorales.

ATOP/AYH/EKM

Il s'agit d'amener les populations de la commune de Kloto1 à participer efficacement au développement de leur milieu, de recenser les cas de violences au sein des communautés en période de covid19, de réduire les cas de violences au sein des populations locales, d'appréhender les mécanismes de dénonciation des cas d'abus ou de violences et de s'approprier les instruments ou dispositions juridiques de recours au niveau national.

Les travaux ont porté sur la documentation des abus ou violence en cette période de pandémie au sein des communautés respectives ; les mécanismes

Pour le président de l'ONG Santé Environnement Femmes et Développement et Association des Volontaires pour un Environnement Sain (SEFED), Wottor Komlan Amétépé, les violences domestiques sont de plus en plus légion. Il a relevé les différentes formes de violence notamment les violences physiques, psychologiques, sexuelles, financières. « La maltraitance, l'exploitation, la brutalité, le chantage, l'intimidation, les menaces, la dévalorisation, l'humiliation, le harcèlement et les contraintes sont des synonymes qui expriment les violences », a énuméré

PROMOTION DE LA CULTURE :

DES GUIDES DU PATRIMOINE CULTUREL DES PLATEAUX RENFORCENT LEURS CAPACITES



Les guides patrimoniaux en formation pour la photo souvenir

à la création d'un cadre de partage d'expériences professionnelles. Il s'agit de leur apprendre la déontologie du métier de guide et les attentes des visiteurs, les techniques d'accueil et de guidage, les techniques de communication sur les sites, et des notions en anglais.

La mise en œuvre de ce projet de trois mois se réalisera en deux phases, théoriques et pratiques. La formation a porté sur les échanges d'expériences, l'implication et la mobilisation de chaque participant. Elle se poursuivra avec des visites de terrain afin d'induire l'amélioration de la qualité de la prestation des guides patrimoniaux.

Le président de l'association Assi-Lassimé, Akakpovi Ayi Kossi Kennedy, porteur du projet a expliqué que la non-qualification des guides patrimoniaux constitue un véritable problème qui gangrène le secteur du tourisme durable dans les communes de Kloto. « *Ce manque de qualification spécialisée explique en partie l'amateurisme. C'est le cas de la plupart des guides qui sont des guides de fait, donnant parfois des informations incomplètes, déformées sur les sites culturels et naturels* », a-t-il poursuivi.

Le directeur régional des Arts et de la Culture des Plateaux, Monkli Kokou a indiqué que ce projet fait partie des quarante-trois micro-projets de la région des Plateaux sélectionnés et financés sur les cinq cent douze à l'échelle nationale par le FAC gestion 2021. Il a lancé un appel aux artistes, promoteurs culturels et touristiques de la région à mieux peaufiner et affiner leurs projets pour que la région améliore le pourcentage de projets à financer.

Le directeur régional a affirmé que le Togo entend contribuer, à travers le FAC, à la promotion du patrimoine et des industries culturelles et créatives par la valorisation des potentialités et l'accompagnement des professionnels du secteur d'arts et de la culture en vue d'un développement socio-économique harmonieux. Ce fonds, dit-il, est un mécanisme d'accompagnement des artistes et promoteurs culturels.

Le maire de Kloto 2, Abotsi-Dzegbla Mensah a exprimé sa gratitude au chef de l'Etat, qui ne ménage aucun effort pour le mieux-être des populations. Pour lui, le développement implique plusieurs secteurs y compris ceux du tourisme et de la culture. Il a appelé les participants à la détermination, à l'abnégation et au courage, précisant que pour réussir une mission il faut réunir tous les éléments précités.

M. Abotsi-Dzegbla a souhaité que cette formation permette aux guides d'améliorer leurs prestations sur le terrain dans le domaine de la culture et du tourisme. ATOP/AYH/TD

TONE/UTILISATION DES INSTRUMENTS DE MESURE CONVENTIONNELS :
LES ACTEURS DES SAVANES SENSIBILISES SUR L'INSTAURATION DU SI



Photo de famille

Dapaong, 26 nov. (ATOP) - Le ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale, à travers la direction du conditionnement et de la métrologie légale, a sensibilisé les acteurs locaux de la région des Savanes, le jeudi 25 novembre à Dapaong, sur l'instauration du Système international de mesure (SI) dans les transactions et les services.

Cette rencontre a regroupé les opérateurs économiques, les autorités locales, les représentants des interprofessions, les paysans et les éleveurs de la région des Savanes

susceptibles d'utiliser des instruments de mesure dans les transactions et services. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND 2018-2022), à travers son axe 3 intitulé « Consolidation du développement social et renforcement des mécanismes d'inclusion ». La sensibilisation prend en compte l'instauration du système international d'unités par la mise en œuvre du document d'« étude de faisabilité pour l'instauration du système international d'unités au Togo » validée les 29 et 30 août 2019.

L'objectif de cette sensibilisation est de faire adhérer la population à l'utilisation des instruments de mesure conventionnels dans les transactions et services tels que les balances et les bascules. Il s'agit d'informer la population sur ce qu'est le SI et les instruments de mesure conventionnels, d'expliquer la nécessité de les utiliser. Il est également question d'informer la population sur l'impact socio-économique de la mise en œuvre du système international de mesure et d'expliquer les textes réglementaires nationaux et régionaux dans le domaine de la métrologie et les sanctions qui en découlent. Lors des échanges, les participants ont suivi des présentations sur le cadre légal de la métrologie au Togo, l'importance de la métrologie et de l'utilisation des instruments de mesures du SI.

Au nom du ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale, le chef division métrologie à la direction du conditionnement et de la métrologie légale, Bebei Bataba Piya-Abalo a fait savoir que *« l'utilisation des bol-mesures au Togo, instruments de mesure non conventionnels, doit nécessairement disparaître. De même, la vente en tas doit être délaissée en faveur de la vente au poids par l'utilisation des instruments de mesure conventionnels tels que les balances et bascules. Ce qui permettra de réduire, entre autres, les conflits nés des procédures de mesurage ou des quantités mesurées et d'assurer la garantie publique dans les transactions qui se font au poids, de protéger les producteurs et les consommateurs et d'établir la confiance entre le vendeur et l'acheteur »*. Il a exhorté les participants à adhérer à ce système et à être les relais afin d'édifier toute la population.

Le préfet de Tône, Tchimbiandja Yendoukoa Douti a salué la tenue de cette rencontre et la mise en œuvre de ce système qui va permettre d'éviter l'utilisation des bols qui sont quelquefois intentionnellement déformés par les commerçants à leur profit.

ATOP/GS/KYA

INCENDIE :**LA STATION D'ESSENCE SANOL DE DAPAONG S'ENFLAMME**

Dapaong, 26 nov. (ATOP) - La station d'essence du groupe Sanol a pris feu dans l'après-midi, du jeudi 25 novembre à Dapaong, dans le quartier Worgou en face de la douane.



La station en flamme



La station après l'incendie

Selon les témoignages recueillis sur place, l'incendie s'est déclaré tout d'un coup pendant qu'un camion-citerne était en dépotage. Alerté, les sapeurs-pompiers avec deux fourgonnes (camions incendie) et une ambulance en appui se sont dépêchés sur les lieux où il y avait déjà l'embrasement avec une fumée noire. Grâce à leur intervention et à l'assistance des forces de défense et de sécurité aussi présents sur le lieu du sinistre, le feu a été maîtrisé. Ce qui a permis d'éviter l'incendie de la boutique de la station, de quelques kiosques et de l'Agence de la Banque Togolaise de Commerce et d'Industrie (BTCI) situés tout près.

Selon le commandant de la 6^{ème} compagnie d'incendie et de secours de Dapaong, Lt Kossi Kovi Elémawussi, il n'y a pas eu de perte en vies humaines ni de blessés. Cependant, les dégâts matériels sont importants. « *Le camion-citerne qui était en dépotage a été brûlé, de même que les 3 appareils de distribution et l'auvent* », a-t-il précisé. Pour lui, l'origine de l'incendie reste encore inconnue pour l'instant mais une enquête est ouverte auprès de la gendarmerie nationale pour faire la lumière sur ce désastre.

Lt Kossi a saisi l'occasion pour rappeler aux propriétaires de station d'essence les conditions d'installation d'une station, à savoir une autorisation auprès des sapeurs-pompiers qui font une étude de dossier, une visite de terrain et les mesures de sécurité avant de donner leur avis. Il a ajouté que la formation des agents de service en sécurité et incendie est indispensable.

A l'endroit des usagers des stations d'essence, le lieutenant leur a rappelé de couper obligatoirement le moteur avant d'être servi. « *J'appelle la population à plus de vigilance, car ce qui s'est passé ici peut se passer dans une maison ou partout ailleurs, donc à chacun de prendre des dispositions pour la prévention et la prévision. Il faut que la population prenne conscience et qu'elle s'intéresse aux services des sapeurs-pompiers pour les conseils avant la construction de leurs maisons* », a-t-il conclu.

ATOP/BBG/BA

TCHAOUDJO/RECHERCHE-INNOVATION:**LE PROJET « VARRIWA » EXPLIQUE AUX ACTEURS A SOKODE***Les acteurs de recherche*

Sokodé, 26 nov. (ATOP) – Le projet « Valorising Research Result and Innovation in West Africa » (VaRRIWA) a été expliqué aux acteurs de la recherche et de l'innovation au cours d'un atelier de dissémination le mercredi 24 novembre à Sokodé.

Le projet « VaRRIWA » est une réponse innovante aux défis de la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation en Afrique de l'Ouest. Il est une initiative financée par le Fonds des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) pour l'innovation avec

la collaboration du 11^e FED de l'Union Européenne. Il a pour objectif de contribuer à la création d'un environnement incitatif au transfert de technologie et à l'innovation durable au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal et au Togo.

Ce projet financé à plus de 4 milliards sur quatre ans a commencé ses activités en février dernier. Il a pour but d'informer et former les acteurs de la recherche sur la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation, de mettre en place un dispositif d'accompagnement à la valorisation de ces résultats et un réseau de tous ces acteurs pour faciliter la collaboration en vue d'une systématisation de transfert de technologies.

L'atelier de Sokodé a été organisé par la direction de la Recherche Scientifique et Technique avec l'appui de l'Agence Universitaire de la Francophonie avec la collaboration des Agences nationales de valorisation des résultats de la recherche-innovation du Bénin, Burkina Faso et du Sénégal. L'objectif était d'informer et de sensibiliser les différentes parties prenantes sur les politiques et stratégies nationales relatives à la recherche et à l'innovation. Il est aussi question de partager les opportunités qu'offre le projet VaRRIWA avec les acteurs et de les préparer à postuler aux différents appels d'offres qui seront lancés dans la cadre de ce projet.

Le secrétaire général de la préfecture de Tchaoudjo, Daro Ouro-Akondo Tchagao a fait comprendre que la recherche et l'innovation sont indispensables à la vie, à la survie et au progrès des peuples. Pour lui, la complexité des relations sociales, des situations géopolitiques, des technologies nouvelles ou des connaissances fondamentales sur l'homme et sur son environnement place la recherche au premier plan des préoccupations du monde.

ATOP/FA/BV

VO/COHESION SOCIALE POUR UNE PAIX DURABLE:**L'AIFJL FINANCE DES PORTEURS D'INITIATIVES ECONOMIQUES A VOGAN**

Vogan, 26 nov. (ATOP)- L'Association Internationale des Femmes et Jeunes Leaders (AIFJL) a remis officiellement des chèques à vingt porteurs d'initiatives économiques des communes Vo1 et Vo2, le mercredi 24 novembre à Vogan.

D'un coût total de 3.000.000 FCFA, cet accompagnement financier se situe dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Promotion de l'action des jeunes des communautés

dans la construction d'une paix durable ». Ce projet bénéficie du financement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour une durée de trois mois (septembre à novembre 2021). Il fait suite à une série d'activités portant sur la formation des jeunes relative à l'entrepreneuriat et les activités génératrices de revenus, le coaching, les activités culturelles, les émissions radiophoniques et l'accompagnement des initiatives autour du thème « Jeunesse en action pour la cohésion sociale et une paix durable dans les communautés ».



Mme Goza (à gauche) et le préfet Leguede (à droite) remettant le chèque à quelques porteurs



Les porteurs d'initiatives économiques, les membres de l'association et les autorités locales

Il s'agit pour l'AIFJL d'accompagner financièrement les porteurs d'initiatives économiques, les autonomiser et de faire d'eux des artisans de paix. L'enjeu est de les sensibiliser à mener des activités rémunératrices rentables pour leurs communautés.

Le préfet de Vo, Leguèdè Kokou Jérôme a, au nom des porteurs, remercié l'association pour sa générosité et sa compassion à l'endroit des bénéficiaires du projet dans les deux communes. Il les a conviés à tout faire pour garantir leur avenir à partir de ces fonds alloués. Le préfet a invité les bénéficiaires à cultiver la paix partout où ils se trouvent et être toujours disposés à œuvrer pour le développement de leurs communautés. Il a exprimé toute sa gratitude au PNUD pour ses actions de paix, de cohésion sociale et du développement des communautés de Vo. M. Lèguèdè a enfin sollicité de l'AIFJL, l'extension de ses activités sur les autres communes de sa préfecture.

La présidente de l'association, Mme Goza Alice a rappelé à son auditoire, les critères de choix des porteurs d'initiatives économiques et convié chacun de ces derniers à des efforts pour de bon résultats afin de servir de modèles aux autres qui n'ont pas été financés. La présidente d'AIFJL a exprimé toute sa gratitude et sa reconnaissance au PNUD.

Auparavant, le coordonnateur du fonds "PBF" au sein du PNUD, Idrissou Labandé avait félicité ces porteurs de projets pour leurs propositions pertinentes et a souhaité plein succès à leurs activités. Il a remercié et encouragé l'AIFJL pour son investissement dans les deux communes. ATOP/AKS/EKM

OTI/ BONNE GOUVERNANCE SCOLAIRE :

LE COGEP-LOCO FAIT LES COMPTES AUX CNT/EPT ET AUX PARENTS D'ELEVES

Mango, 26 nov. (ATOP) - Le Comité de Gestion d'Ecole Publique (COGEP) de Loco dans l'Oti a fait le bilan de la gestion financière du budget de l'année scolaire écoulée de l'Ecole primaire publique (EPP) de Loco-Nadir aux membres de la délégation

de la Coalition Nationale Togolaise pour l'Education Pour Tous (CNT/EPT) et aux parents d'élèves, le mercredi 24 novembre à Loco, à 35 km au nord de Mango.

Cette activité s'est déroulée en présence des autorités administratives, traditionnelles, militaires, des responsables d'établissements et des élèves. Elle s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme dénommé « Education à voix haute » piloté par la CNT/EPT qui vise une gestion efficace des finances, du logistique et une planification des activités dans les écoles.

S'agissant de la situation financière, il découle de la présentation que durant cette période, les ressources de l'Etat perçues par le COGEP s'élèvent à 185.000 F CFA. Quant aux subventions liées à la Covid-19, elles se chiffrent à 137.000 F CFA, mais 50% de cette somme est débloquée. Les ressources de l'Etat ont servi à l'achat du matériel didactique, des troussees médicales, et à mener certaines activités. Concernant les subventions Covid-19, elles ont servi aux achats des gels hydro alcooliques et à la fabrication des savons liquides.

Le président du conseil d'administration de la CNT/EPT, Eyéssi Agbényimon a expliqué que ce programme prend en compte deux établissements dans chaque région du pays et pour la région des Savanes, les deux écoles pilotes sont l'EPP Loco et EPP Pialbak de Cinkassé. Il s'est félicité du travail abattu par la COGEP-Loce et a convié les parents d'élèves à travailler de concert avec ce comité afin d'améliorer la qualité de l'éducation dans ce milieu. M. Eyéssi a fait savoir que son conseil continuera par jouer le rôle de veille et d'éveil pour atteindre la qualité de l'éducation pour tous. Plusieurs propositions ont été faites, notamment l'extension de ce programme à d'autres établissements de la région des Savanes pour le partage des expériences entre les enseignants.

En plus du bilan de gestion financière de l'EPP Loco de 2020-2021, la CNT/EPT et les neuf membres du COGEP-Loce ont été également présentés. Des propositions pour un meilleur fonctionnement de la COGEP ont été aussi faites au responsable de l'école.

A l'occasion, il a été rappelé aux participants, le respect des mesures sanitaires contre la Covid-19. Des kits scolaires ont été aussi remis à vingt élèves orphelins de cette école.

ATOP/TT/KYA



Les bénéficiaires des kits avec les membres de la coalition et du COGEP

AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'ENSEIGNEMENT AU TOGO :

LE GOUVERNEMENT RENFORCE L'EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DE LA KARA ET DE PLATEAUX-EST

Lomé 26 nov. (ATOP) – Le ministère des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat a remis des lots de matériels didactique et informatique offerts par le gouvernement aux directions régionales de l'Education de la Kara et de Plateaux-est, respectivement les 18 et 19 novembre à Kara et Atakpamé.

Les matériels sont composés de photocopieurs, de régulateurs de tension, d'imprimantes laser multifonctions, de vidéos projecteurs, d'appareils photo numériques,

ainsi que plusieurs autres accessoires informatiques. On retrouve également des matériels de bureau, de laboratoire et des gels hydro alcooliques.

Ces dons du gouvernement interviennent dans le cadre de l'exécution des projets prioritaires P9 et P10 intitulés « *Amélioration des infrastructures scolaires* » et « *Amélioration de la qualité de l'enseignement* » inscrits dans la feuille de route du gouvernement 2020-2025. Ils permettront d'améliorer les conditions de travail des apprenants et du corps enseignant pour une éducation de qualité au Togo.

***Atakpamé**, le don a été remis par le ministre des Enseignements primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat, Kokoroko Komla Dodzi. Il est destiné aux établissements scolaires de la zone est des Plateaux.

Pour le ministre, cette action témoigne du souci « permanent » du gouvernement d'accompagner les changements pédagogiques, infrastructurels et académiques dans le secteur de l'éducation. Selon lui, ces changements sont, notamment les différentes réformes des ENI et ENS, la formation des inspecteurs et des conseillers d'orientation et autres qui confirment la volonté des autorités d'assainir ce secteur. Le ministre Kokoroko a promis revenir dans les prochains jours pour lancer personnellement les travaux de réhabilitation et de construction des salles de classes dans les différentes régions du pays.

Le préfet de l'Ogou, Akakpo Edoh a témoigné sa gratitude au gouvernement pour ses multiples actions qui visent à moderniser le secteur de l'éducation. Il a indiqué que le matériel reçu servira aux bénéficiaires à cultiver l'amour des sciences et l'excellence et à assurer un service de qualité dans l'administration.

***A Kara**, le directeur régional de l'Education de la Kara, Gnonégué Kodjo a apprécié à juste titre l'arrivée de ces équipements qui permettront aux apprenants de découvrir davantage les expériences de laboratoires. Il a demandé aux inspecteurs et chefs d'établissements de veiller à l'utilisation judicieuse de ces outils pour améliorer le rendement des élèves à la fin de l'année scolaire.

Soulignons qu'il est prévu la construction de 30.000 salles de classes dans le cadre de la mise en œuvre des projets prioritaires.

ATOP/OAF

2^E PHASE D'ASSISTANCE POUR CAUSE DE CATASTROPHES NATURELLES: **LE GOUVERNEMENT AU SECOURS DES VICTIMES DE LA KARA, DES PLATEAUX ET DU GRAND OTI**

Lomé, 26 nov. (ATOP) - Les victimes des catastrophes naturelles et anthropiques des régions de la Kara, des Plateaux et du grand Oti ont bénéficié des kits de vivres et non-vivres. Les lancements de ces opérations se sont déroulés les 20 et 22 novembre à Kara, Elavagnon dans les Plateaux et à Mango dans le Grand Oti.

Cette action du gouvernement, à travers l'Agence Nationale pour la Protection Civile (ANPC), a été rendue possible grâce à l'appui financier et matériel du Programme Alimentaire Mondial (PAM). Elle s'inscrit dans le projet d'appui aux populations vulnérables et vise à soutenir les sinistrés de la 2^{ème} phase de l'année 2021.

***A Kara et Elavagnon**, les victimes ont bénéficié de vivres composés de maïs, de riz, de pâtes alimentaires et d'huile. Quant aux non-vivres, ils sont constitués de paquets de tôles, de savons, de couvertures, de moustiquaires imprégnées, de friperies, de nattes, ainsi que des ustensiles de cuisines (gobelets, plats, louches, marmites, seaux en plastique). Au total 2820 victimes de 731 ménages au niveau de la région de la Kara et 1248 ménages des 12 préfectures de la région des Plateaux bénéficieront des kits.

- **A Mango**, 409 sinistrés issus de six canton du Grand Oti ont bénéficié de vivres composés de 1279 sacs de maïs de 50 Kg , 365 sacs d'haricots de 50 Kg , 355 cartons d'huile végétal, 416 sacs de 25 kg de la farine pour femmes enceintes ou allaitantes, 108 sacs de farines de 25 Kg pour les nourrissons (6-23 mois).



Échantillon de kits reçus (Kozah)



Vue partielle des kits alimentaires distribués dans le Grand Oti

Les directeurs régionaux de l'Action sociale Kara et Plateaux, respectivement Atoukoussi Wédiabalo Blaise et Ahé Kokouvi Dodji ont invité les populations à adopter des comportements citoyens afin de faire face aux éventuels aléas climatiques, en faisant des pare feux aux alentours des habitations, des plantations et des champs. Ils ont demandé aux populations de suivre au quotidien les informations météorologiques afin de redoubler de vigilance, d'éviter l'abattage anarchique des arbres et surtout d'entretenir les ouvrages de drainage des eaux de ruissèlement afin de réduire les effets d'inondation. Ils ont sensibilisé la population à la culture de la solidarité, d'amour afin de secourir son voisin en situation difficile.

Les autorités locales ont exprimé leur reconnaissance au gouvernement et au PAM pour leurs appuis multiformes à l'endroit des sinistrés.
ATOP/BA

JOURNEE MONDIALE DES TOILETTES :

L'ÉVÈNEMENT CÉLÈBRE DANS LES COMMUNES YOTO 3 ET KOZAH 4

Lomé, 26 nov. (ATOP) - L'édition 2021 de la Journée mondiale des toilettes a été célébrée, le vendredi 19 novembre à Gboto-Zévé et à Zouvi dans la commune Yoto3 et à Bèbèda dans la commune Kozah 4.

L'objectif de cette journée est de motiver et mobiliser les populations à améliorer leurs conditions de vie à travers l'utilisation des infrastructures d'assainissement. Il s'agit aussi de sensibiliser la population sur les bienfaits de l'utilisation des toilettes sur la santé de l'Homme.

***A Gboto-Zévé et à Zouvi dans le Yoto3**, plusieurs activités ont marqué cette célébration placée sous le thème « *Qui se soucie des toilettes* ». Il s'agit entre autres, d'une caravane de sensibilisation interpellant la population sur les bienfaits de l'utilisation des toilettes sur la santé humaine, des jeux questions dotés de prix et des présentations sur les différents types de latrines et précisément des latrines ECOSANS et ses avantages.

Le secrétaire général de l'OCDI/Caritas Aného, Rév Père Jean Jacques Adamah et la chargée du projet PASEPA à l'OCDI, Mme Véronique Owouko ont rappelé que selon les statistiques dans le monde, près de 3,5 milliards de personnes n'ont pas accès à des

services d'assainissement hygiéniques. Ils ont invité la population à avoir des toilettes dans les ménages et services pour éviter de déféquer à l'air libre.



Vue de face de l'ouvrage réceptionné à Kara



Une vue de la caravane à Tabligbo

***A Bèbèda dans la Kozah 4,** la célébration avait pour thème « *La valeur des toilettes* ». A l'occasion deux blocs de latrines de type « sanitaires écologiques (ECOSANS) » ont été réceptionnés par les responsables du Collège d'Enseignement Général (CEG) Bèbèda, pour marquer cette journée. La construction de ces blocs de latrines dont les travaux de réalisation estimés environ 630. 000F CFA ont été possibles grâce à l'appui financier de l'Association Eau Vive Pau Pyrénées de France, dans le cadre de la mise en œuvre du projet « *Eau, Hygiène et Assainissement au CEG Bèbèda* ». Ces deux blocs de latrines sont des toilettes de quatre cabines pour filles et garçons avec des rampes d'accès facile aux personnes à motricité réduite. Elles sont de type ECOSANS, moderne, permettant de recueillir les urines et les fèces pour produire des engrais bio.

Le représentant du directeur régional de l'éducation et le directeur du CEG respectivement, Tchamdja Koudjoukabalou et Bèbèda Amana Lemou ont remercié la donatrice et ses partenaires pour cette initiative qui vient appuyer les efforts du gouvernement en matière de l'assainissement. Ils ont promis veiller à l'utilisation à bon escient et à l'entretien de ces latrines. ATOP/DAMG

NOUVELLES DE L'ETRANGER

MIGRANTS:

LES BRITANNIQUES PLUS INVITES A LA REUNION DE CRISE, MACRON TACLE DES METHODES «PAS SERIEUSES»

Royaume-Uni, (RFI) - Moins de 48 heures après le drame de mercredi soir, 27 migrants noyés dans la Manche alors qu'ils tentaient de passer vers le Royaume-Uni, Paris et Londres appelaient à une plus grande coopération. Mais après les propos du Premier ministre Boris Johnson, le ministre de l'Intérieur français a fait savoir que les Britanniques n'étaient plus les bienvenus à une réunion organisée ce dimanche. Emmanuel Macron dénonce des méthodes « *pas sérieuses* ».

La réunion prévue entre ministres européens aura bien lieu dimanche 28 novembre à Calais pour tenter de sortir de l'impasse. Mais sans le Royaume-Uni. Le ministre de

l'Intérieur Gérald Darmanin a annulé l'invitation faite aux Britanniques. La raison de cette crise : les propos tenus par Boris Johnson demandant à la France de reprendre les immigrants arrivant en Grande-Bretagne.

Jusque-là, la France et le Royaume-Uni semblaient vouloir améliorer leur collaboration pour éviter un nouveau drame dans les eaux de la Manche, mais la lettre de Boris Johnson à Emmanuel Macron, rendue publique sur twitter, a accéléré la crispation des relations et le ministre de l'Intérieur français a annulé l'invitation faite à son homologue britannique Priti Patel.

En marge de sa conférence de presse avec Mario Draghi après la signature du traité du Quirinal, Emmanuel Macron s'est aussi exprimé sur cette crise entre Londres et Paris, qualifié les méthodes des Britanniques de « *pas sérieuses* ».

Dans cette lettre au président français, le Premier ministre britannique demandait de reprendre les migrants arrivant en Angleterre depuis la France, au lendemain d'un naufrage dans la manche qui a vu 27 personnes perdre la vie. « *Je propose que nous mettions en place un accord bilatéral de réadmission pour permettre le retour de tous les migrants illégaux qui traversent la Manche* », a détaillé Boris Johnson.

Une lettre « *indigente sur le fond... et déplacée sur la forme* », a commenté le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal. Une lettre que Boris Johnson déclare ce vendredi à la mi-journée ne pas regretter.

« *Le gouvernement britannique choisit de faire de la politique intérieure à un moment où notre seule priorité devrait être d'éviter de nouveaux drames dans la Manche. Nous le regrettons* », a-t-on poursuivi dans l'entourage du ministre. Londres a demandé à Paris de rétablir l'invitation à sa ministre de l'Intérieur. « *Aucune nation ne peut s'attaquer à cela seule. J'espère que les Français reconsidéreront (leur décision)* », a déclaré le ministre des Transports, Grant Shapps, sur la BBC.

La réunion est tout de même maintenue avec la Commission européenne et les ministres belge, allemand et néerlandais chargés de l'immigration pour lutter contre les réseaux de passeurs. « *Le problème dépasse nos frontières. C'est pourquoi nous allons travailler à des solutions communes dès dimanche avec nos partenaires européens* », a fait savoir l'entourage de Gérald Darmanin. RFI

SPORTS

YOTO:

LES CHAMPIONNATS SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE ÉDITIONS 2021-2022 LANCE À TABLIGBO

Tabligbo, 26 nov. (ATOP) – Le ministre des Sports et des Loisirs, Mme Lidi Bessi-Kama accompagné de son collègue de la Communication et des Médias et porte-parole du gouvernement, Pr. Akodah Ayéwouadan et celui de l'Enseignement primaire, secondaire, technique et de l'Artisanat, Pr. Komla Dodzi Kokoroko a lancé les championnats scolaire et universitaire édition 2021-2022 le jeudi 25 novembre au lycée de Tabligbo.

Cette édition placée sous le thème, "Renforcer l'inclusion et promouvoir le vivre ensemble en période de covid-19" intervient après la suspension de celle de 2020-2021 pour cause de covid-19.

La cérémonie de lancement s'est déroulée en présence du préfet de Yoto, Lt-Col Sodokpo-Afan Kodjo, des maires de Yoto, des autorités politiques, administratives, traditionnelles, militaires et éducatives, des présidents des fédérations nationales sportives ainsi que ceux des comités nationaux olympiques du Bénin, du Burkina-Faso, du Ghana, du Nigeria et de la Côte d'Ivoire.



Le ministre Lidi Bessi-Kama dans son discours de lancement



Le coup d'envoi donné par Mme la ministre en présence des collègues Ayewoudan et kokoroko

Pour cette année académique, le choix n'est porté que sur la catégorie des minimes (moins de 15 ans) et celle des seniors dans les disciplines telles que, les courses de vitesse, le saut en longueur ainsi que le football masculin et féminin. Par ailleurs, les autres phases qui suivront celle du lancement évolueront selon un chronogramme bien établi. La phase des inscriptions se déroulera de décembre 2021 à mars 2022 ; la phase régionale se disputera dans la première quinzaine du mois d'avril 2022. La phase des championnats universitaires aura lieu entre avril et mai 2022.

La cérémonie de lancement a été marquée par un défilé des délégations de chaque région, la remise de matériels sportifs aux chefs cantons de la commune Yoto1 pour la promotion de la pratique du sport dans le milieu et une course de 100m pour personnes handicapés, preuve d'une véritable inclusion dans la pratique du sport scolaire et universitaire.



Une séquence de défilés

a-t-elle ajouté. Elle a relevé qu'au-delà d'être une simple rencontre sportive, les championnats scolaire et universitaire constituent des vitrines pour célébrer l'amitié et promouvoir les valeurs citoyennes comme la paix, la fraternité, la solidarité, la non-violence, le vivre ensemble et le brassage des peuples.

Le ministre des Sports et des Loisirs a témoigné l'intérêt que le gouvernement togolais apporte aux questions de l'épanouissement physique et mental des apprenants et surtout du développement et du repositionnement des sports scolaire et universitaire.

“Ce lancement de la saison sportive scolaire et universitaire 2021-2022 montre à suffisance l'engagement du gouvernement à promouvoir la pratique des activités physiques et sportives dans nos écoles de formation professionnelle ainsi que dans les établissements universitaires”,

Selon la ministre, le thème de cette édition répond à la politique d'inclusion, de paix et de renforcement du tissu social prôné par le président de la république, Faure Gnassingbe. Elle a exhorté tous les acteurs à une synergie d'action autour de ces championnats et invité les élèves et étudiants sportifs à lutter contre l'intolérance, la violence sur les stades et l'usage des stupéfiants.

Le ministre a rappelé le contexte de la covid-19 dans lequel se déroule ce championnat et invité tout le monde au respect des mesures barrières. Elle réitéré la disponibilité et l'engagement de son ministère à soutenir et accompagner les établissements scolaires et universitaires dans leur pratique sportive à travers l'organisation régulière des championnats scolaire et universitaire.

Le maire de la commune Yoto1, Amegnonan Kossi a exprimé sa gratitude aux autorités togolaises pour la promotion de la pratique du sport dans les communautés. Il a souligné les bienfaits du sport et précisé que ce lancement vient insuffler un nouveau dynamisme à la jeunesse togolaise qui nourrit l'espoir d'un renouveau sportif.

La cérémonie du lancement a été également marquée le match d'ouverture qui a mis aux prises l'équipe du lycée de Tabligbo à celle de Blitta. La rencontre s'est soldée par 5 tirs au but contre 4 en faveur du lycée de Blitta. A la fin du temps de 32 mn, le score était vierge.

Les deux équipes ont reçu chacune un lot de maillots, une enveloppe et un ballon tandis que le lycée de Blitta est reparti avec la coupe.

ATOP/SAK/TD

FOOTBALL :

LEONARDO DEMENT TOUT CONTACT AVEC ZIDANE

Paris (LePoint.fr)-Le dirigeant du PSG a conforté, vendredi 26 novembre, l'entraîneur Mauricio Pochettino, expliquant ne pas avoir eu de contact avec Zinédine Zidane.

« C'est ridicule d'imaginer qu'une rencontre avec Zidane aurait pu avoir lieu [...] aux yeux de tout le monde »

Le journal évoque un rendez-vous avec « Zizou » début novembre au Royal Monceau, un palace parisien, à laquelle aurait assisté, « au moins », Leonardo et Jean-Claude Blanc, le directeur général du club. « C'est ridicule d'imaginer qu'une rencontre avec Zinédine Zidane aurait pu avoir lieu dans un grand hôtel, à Paris, aux yeux de tout le monde », a déclaré Leonardo.

La rumeur Zidane a pris de l'ampleur ces derniers jours, pendant qu'enflait celle d'un départ de Pochettino vers l'Angleterre. Selon la presse britannique, Manchester United, en quête d'un manager après le limogeage d'Ole Gunnar Solskjaer dimanche dernier, apprécie le profil de l'Argentin, qui connaît bien la Premier League pour avoir entraîné Southampton et Tottenham.

Vendredi, les « Red Devils » semblaient avoir jeté leur dévolu sur l'Allemand Ralf Rangnick, pour assurer l'intérim jusqu'à la fin de saison, selon l'agence sportive allemande SID, filiale de l'AFP. Mardi, à la veille du match de Ligue des champions entre Manchester City et le PSG (perdu 2-1), « Poche » a démenti en bloc l'intérêt supposé des « Red Devils ».

« Je vous le dis à tous. Mon contrat court jusqu'en 2023. Je suis très heureux au Paris Saint-Germain, c'est un fait », a-t-il déclaré en conférence de presse. « Je ne suis

pas un enfant. J'ai passé toute ma vie à jouer au football. Cela fait plus de douze ans que j'entraîne. Il y a des rumeurs dans notre milieu. Je comprends très bien ce qu'il se passe, parfois d'une manière positive, parfois négative. Je ne me laisse pas distraire. Les rumeurs sont là, il faut vivre avec », a-t-il insisté. Le PSG se déplace dimanche (13 heures) sur le terrain de Saint-Étienne, pour le compte de la 15^e journée de Ligue 1. Lepoint.fr

Copyright, ATOP. Tous droits réservés

